

LA METHODE

Deux éléments primordiaux: la temporalité, et la façon, c'est-à-dire l'organisation.

Commençons par l'organisation. Il n'est pas nécessaire d'être plus de six à huit personnes pour mener à bien la plupart des actions de sabotage que l'on dira *de premier niveau*, mais aussi pour commencer à s'organiser, à l'échelle territoriale, afin de préparer un front uni et cependant épars, qui au juste moment, s'élancera. Dans un premier temps, cette limite constitue même une condition de réussite, afin d'éviter infiltrations, propagations d'informations et trahisons qui à leur tour permettraient un ciblage d'opportunité, et en conséquence, notre désactivation.

Parmi les cibles de premier niveau que nous avons recensées (infrastructurelles et préalables à l'attaque aux pouvoirs), une grande majorité ne requiert pas la moitié du nombre de femmes et hommes mentionné. Il ne faut pas sous-estimer la difficulté à trouver un nombre aussi important de personnes de confiance, capable de s'engager et d'accepter une distribution des tâches qui, de la protection des personnes chargées de l'exécution des actions à leur éventuelle formation et ravitaillement, auront à se mobiliser. La structuration en groupuscules exige organisation concrète et constitution d'organisations légales, chargées, à des échelles territoriales plus larges, du fait de leur activité mixte permettant de préserver une apparence de pure conformité à l'ordre existant, de servir de point d'appui à tous ceux qui s'élanceraient, organisations qui regrouperont avocats, médecins, artisans, ouvriers, techniciens chargés d'actions de formation et de représentation. Ceux-ci devront maintenir autant que possible une façade non seulement parfaitement légaliste, mais y compris, le plus possible, dépolitisée.

En tout front, il y a l'avant garde et l'arrière garde. Les sentinelles chargées de surveiller les cibles, de collecter des informations sur les mouvements de l'adversaire, de séduire des proies et de les amener à s'expliquer sur ce qui est entrain de se jouer en les infiltrant constituent une première fonction¹.

Les hôtes, chargées d'accueillir, protéger, couvrir nourrir et soigner les personnes s'étant, un temps découvertes et exposées à une forme de répression, une deuxième, symétrique, formée à l'arrière autant que les premiers seront à l'avant. En des terres loin de tout ou en plein centre-ville, des points d'accueil, capables stocker des biens et d'organiser des rendez-vous, sont clefs.

Les paladins, de préférence jeunes, ayant un rapport direct aux matières qui auront à être attaquées, disponibles et ne souffrant de servitudes familiales, économiques ou sociales importantes, constitueront eux une troisième force, liée à la première. Ils auront pour doublure, accueillis et couverts par leurs hôtes, une base de techniciens, artificiers, ingénieurs, artisans chargés de concevoir leurs outils et les actions qu'ils auront à mettre en oeuvre.

¹ Il faut, pour commencer, tenir ces actions strictement séparées de toute activité qui appartienne à l'ordre légal existant (organisation de conférences et de réunions d'information, écriture et publication de textes, manifestations, etc). Il est en effet devenu habituel pour les appareils de pouvoir de remonter les filières en partant d'informations publiques permettant d'identifier les noeuds militants, puis en les infiltrant et en ciblant les principales têtes de pont des mouvements sociaux *légitimistes* et légaux, et tentant à partir d'eux de remonter vers les éléments les plus radicalisés. Parfois, pour ce faire, ils s'appuient sur les plus membres les plus légitimistes des dites organisations et leur crainte de l'illégalité et de la contamination, voir leur attrait secret pour le pouvoir, en en faisant d'efficaces instruments de délation et de trahison.

Il nous faut en conséquence tenir secrète toute action qui pourrait être réprimée au sein de ces cercles militants, ne jamais la revendiquer, et ainsi jouer de doubles appartenances pour, le cas échéant, mieux se voir protégé.

L'organisation d'un réseau qui permette de faire le lien entre ces groupuscules doit se faire à plusieurs conditions: tout d'abord, l'opacité à l'égard des têtes de réseau en ce qui concerne le nombre d'individus mobilisés et leur identité. Ensuite, l'absence de centralisation des informations, la strate supérieure aux *groupuscules de terrain* n'ayant vocation qu'à les autoriser et les nourrir, leur permettre d'avancer et de progresser.

La possibilité d'infiltration est évidente. Elle est beaucoup plus faible de *bas en haut - c'est-à-dire* par la constitution d'un faux groupe militant - que de haut vers le bas. Puisque nous sommes lus, cependant, il ne faut pas écarter ce risque, et procéder à des vérifications régulières, avec des rencontres physiques et l'organisation d'épreuves à l'égard des volontaires engagés avant de leur donner accès à un quelconque élément permettant de les nourrir ou de les protéger, *si tant est que cela leur soit nécessaire après avoir lu le présent texte*.

Comment s'assurer que ces *essais* ne seront pas des pièges dans lesquels il ne faudrait, en tant que volontaire, pas tomber ? Comment s'assurer que le résultat de cette épreuve ne sera pas faussé par le volontaire qui chercherait à vous piéger ? En se tenant à l'écart de toute forme d'acte répréhensible, qui pourrait être attribué.

En toutes circonstances, face à la répression, jamais réponse certaine n'a été trouvée, ce qui explique et justifie la nécessité de la segmentation, et il faut s'interdire de tout jésuitisme qui, à défaut de réponse parfaite, justifie que l'on se tienne cois et cesse d'avancer.

Les messagers ou estafettes, chargés de la circulation de l'information, des biens et du transport des personnes, tenus en ignorance de ce dont ils ont la charge pourrait signifier, seront des êtres de confiance, dotés de moyens ponctuellement mobilisables, et aisément substituables afin qu'aucune infiltration silencieuse ne puisse déstabiliser, chargés de maintenir les liens entre avant et arrière garde, et aidés là encore de structures de communication.

Les infiltrés, dont la gestion sera cruciale, seront en contact avec des « relais », les dites messagers, sans toucher au coeur de l'organisation, et « traités » par des structures rattachées aux paladins.

Les ordonnances et commissaires, chargés d'élaborer et de relayer la propagande, de proposer leurs services d'intermédiation et de coordination, en agissant le plus possible dans la légalité, constitueront le dernier pan. Alimentés par des parèdres, chargés de la recherche, ils intégreront des capacités juridictionnelles et d'organisation, logistique et humaine. Il faudra leur imposer à la fois un contrôle strict, politique, et s'assurer de leur déprise progressive du pouvoir en organisant le transfert de leurs compétences et de leur habitus, afin, le plus régulièrement possible, d'en renouveler les cohortes et de les fondre en les cinq groupes pré-énoncés.

Nous voyons donc l'ordre se dessiner: préparation en amont à des actions sur les cibles de premier niveau, (infrastructurelles) enserrement progressif des cibles de second niveau, (préfectures, palais de justice et lieux de centralisation de la répression ; centre des impôts, hôtels de ville et collectivités en cas d'éphémère à renouveler), enfin, dévastation des dernières troupes adverses dont la seule fonction est de protéger, coûte que coûte, un pouvoir avarié. En amont, stocks d'armes, dispositifs de soin, d'évacuation et de dissolution dans la population des avant gardes, sentinelles intérieurs, identification et formation des camarades avec lesquels avancer. En aval, constitution de troupes, organisation politique parallèle, réinvestissement symbolique des lignes décisionnelles et des territoires concernés. Enfin, mise en oeuvre d'une double hiérarchisation, politique et populaire, insurrectionnelle et avant-gardiste.

La discrétion et le secret pour les mobilisés ; à l'inverse, l'absence de peur à l'idée de se voir identifiés à des organisations à velléités insurrectionnelles pour ceux qui demeureront purs de tout engagement physique ; seront clefs, permettant des enlacements troublant l'action étatique, dépendante de strictes catégorisations, la poussant, pour compenser, au développement d'actes arbitraires qui, suscitant l'indignation et le sentiment de révolte au sein des populations, nous aiderons. Prenons un exemple: les abeilles que nous avons tissées sur nos vêtements. Elles sont le signe et le symbole d'une organisation civile, parfaitement pacifique et légaliste, dont l'objectif est de protéger les forces subversives, qu'elles qu'elles soient, au nom d'une lutte commune pour les intérêts du peuple français. Elles respectent parfaitement l'ordre légal et même s'en nourrissent, mais n'en envoient pas moins le signal d'un détachement à l'égard de l'ordre politique et des structures qui le supportent, les concurrençant tant symboliquement qu'esthétiquement et appelant, par sa simple existence, à leur basculement².

*

Nos terrains de jeux seront mêlés: le premier temps nous rendra au monde des friches industrielles, des ports, des faubourgs, voire, pour un certain nombre de points d'interconnexion d'infrastructures, à certaines des zones les plus isolées du pays. Ces lieux présentent l'avantage d'une furtivité plus aisée, la surveillance massivement mise en oeuvre en milieu urbain, où se trouveront la plupart des cibles de second niveau, étant bien inférieure et plus facilement contournable en ces territoires. Attention cependant, alors, à l'utilisation des véhicules, et, comme rappelé, aux appareils téléphoniques non-neutralisés qui pourraient rapidement vous identifier (voir *La surveillance*). Plus marginalement, si vous êtes exposés à des formes de ciblage individuel ou groupusculaire, craignez les filatures, la géolocalisation par bornage, et les traceurs, que l'on pourra repérer sans difficultés à condition d'effectuer des contrôles rigoureux avec régularité.

² C'est ainsi qu'au cours de ces dernières années, Damien Tarel, Christophe Dettlinger, Croc Blanc, Piotr Pavlenski... auront été protégés, couvés, libérés, à dessein, tissant des étoiles qu'ils ne peuvent nous reprocher, aux côtés de citoyens et militants pacifistes (Stéphane Espic, Carole Piggiani, Valerie Minet, Zoé Sagan...) et d'étoiles étrangères chargées de faire autorité (Julian Assange, Ousmane Sonko, LaLiga...)

La France a une tradition centralisatrice bien établie depuis deux siècles. Cela fait naître, au sein de l'Etat, un réflexe pavlovien face à toute remise en question *intérieure* de son autorité, qu'il considère synonyme de sa capacité à préserver l'intégrité territoriale du pays. C'est là un réflexe associatif que les âmes les plus généreuses attribueront à l'héritage des guerres révolutionnaires.

A l'action groupusculaire sur les territoires, visant les cibles de premier niveau, s'ensuivra donc celle identifiant les lieux ouvertement politiques et étatiques en milieu urbain. Cette seconde façon ne pourra être mise en oeuvre qu'avec l'aide des masses, qu'il s'agira d'accompagner et de renforcer en ayant identifié au préalable les points de vulnérabilité des lieux visés, ainsi qu'en leur sein, les lieux d'exercice du pouvoir (à saboter ou saisir donc, selon la stratégie adoptée) et les fonctions pour lesquelles il faudra éventuellement procéder à des substitutions, grâce à un travail de renseignement et d'infiltration précis facilité par le recrutement croissant de personnels intérimaires et en statuts précaires.

Une fois les cibles de premier niveau (infrastructurelles) identifiées, touchées et partiellement désactivées, la progression devra se faire séquentielle, en partant des territoires les plus isolés. La première préfecture tombée du fait de son incapacité à mettre en place à temps des mécanismes de protection divers (activation des réseaux électriques et de communication secondaires, dispositions de forces de réaction rapide, etc) provoquera une onde de choc fondamentale, et ouvrira la porte à une déstructuration intenable pour le pouvoir, qui n'a pas assez de forces spéciales afin de se ressaisir de blocs entiers de son appareil de contrôle sur le territoire qui, désolidarisés, le laisseraient aveugle, sourd et muet³.

Comment prendre les préfectures ? L'organisation groupusculaire que nous mentionnions, mise en place des mois, voire des années en amont, aura pour objectif, non seulement de former ses membres, notamment au sabotage, à la coordination, la transmission d'informations ou encore la direction d'opérations, mais également, plus pragmatiquement et matériellement, de pourvoir aux moyens de la révolution. Cela implique la création progressive de caches d'armes, lieux de retraite, la mise en oeuvre de complicités au sein des structures administratives et des lieux de direction et de répression, etc. De façon parfaitement asymétrique - de sorte que nos sentinelles *placées* ne soient informées *de rien* si ce n'est des intentions générales du pays - cette stratégie d'infiltration permettra, à un moment sinon d'insurrection, de frapper tant de l'intérieur que de l'extérieur, gangréner et prendre de court les forces s'opposant à nous, en s'appuyant sur quelques milliers de personnes.

Rappelons que les forces de maintien de l'ordre font l'objet d'un dirigisme très stricte, et disposent de peu d'unités dotées de capacité d'intervention rapide, en relative autonomie⁴. S'il conviendra de fixer les PSPG, en s'assurant de maintenir une crainte artificielle quant à leurs objectifs de sécurisation, il faudra nécessairement s'attendre, à Paris, à des interventions de l'une des sept PIGR et surtout, dans les territoires, des PSIG Sabre, composées en moyenne d'une trentaine de gendarmes par département. Ces unités primo-intervenantes, auxquelles il faut associer certaines unités volantes - BRAV-M, BAC, CRS8, etc - ont des marges de manoeuvre que nous devons considérer menaçantes pour les mobilisations citoyennes de masse, mais qui ne sont en mesure de faire face à une confrontation directe et armée avec une opération insurrectionnelle qui menacerait de la transformer en massacre. Il faut les distraire, comme dans la phase précédente il aura fallu contourner toute force militaire ou lourdement armée chargée de la protection de certains lieux, en se glissant dans les manifestations populaires et en créant des points de fixation ; et ainsi se contenter à leur égard d'effets de surprise *soumettant* les effectifs et permettant de faire rapidement prisonnières des petites structures, afin d'en attirer les ressources et laisser de la marge aux cellules chargées des actions de sabotage et de prises territoriales. La prise d'otage de « forces de l'ordre », non recommandée en ce qu'elle requiert une logistique lourde et, sauf multiplication sur l'ensemble du territoire, amène rapidement à l'organisation de traques déléteres, ne devra intervenir, à très court délai, que dans le cas où

³ C'est ainsi qu'il faut prendre toutes les « forces » du pouvoir en son envers: la force d'une surveillance de masse autorise en retour des pénétrations particulièrement douloureuses de ces mêmes appareils de pouvoir ; la multiplication des dispositifs de surveillance rend impossible le traitement *en temps réel* des données et favorise largement la marge de manoeuvre préalable, pour peu que quelques précautions aient été prises et que l'on ne soit préalablement ciblé, les dispositifs d'anticipation ayant été largement démembrés au profit de ces instruments d'analyse *a posteriori*

⁴ Ces forces sont coordonnées, y compris en ce qui concerne les policières, par l'UCoFI, place Beauvau.

l'identification des auteurs aurait été rendue possible du fait d'une erreur, afin de déstabiliser brièvement le dispositif mis en oeuvre par les adversaires, ou afin de favoriser des fuites.

Une coordination devra intervenir à l'échelle localisée, les groupuscules exposés en première ligne devant avancer, dans la perspective de l'affrontement préfectoral, de façon liée. Il faut avoir conscience de ce que nous n'aurons pas de nombreuses possibilités, tant l'appareil répressif s'est raffiné et permet, à court-délai, d'identifier les ennemis politiques étant passés à l'action et de les réprimer. La longue préparation mise en oeuvre devra s'accompagner d'une réflexion mûrie, et certainement pas spontanée, sur le moment du passage à l'acte et ses modalités- à moins d'un désespoir tel qu'il fasse du bonheur de l'action une sommité supérieure à la misère des perspectives et du présent. Il faut se méfier cependant du désespoir, qui amène à l'impulsion, au sacrifice, et enfin à la solitude et à la laideur, et bien isoler les groupes qui à ces quêtes se voueront, de ceux qui disposent encore d'une énergie vitale suffisante pour agir sur de plus longues durées. Il faudra, pour ces dernières, s'assurer d'un non-rapport au sacrifice: l'absence d'effet domino, suite à la chute d'un lieu de pouvoir, imposera rapidement la fuite - qui aura dû être préparée - afin d'éviter les forces de réaction rapides de deuxième niveau, celles du GIGN et du RAID⁵, qui prenant le relais des forces de premier niveau susmentionnées, nous rendraient au massacre.

Il s'agit d'avancer en rapaces.

15.000 forces de l'ordre. Voilà ce que l'Etat peut, dans une situation idéale, mobiliser, sur l'ensemble du territoire, à quoi s'ajoutent l'armée et les supplétifs des forces spéciales, soit quelques centaines à quelques milliers d'hommes et femmes immédiatement réquisitionnables en cas de menace fondamentale aux intérêts de nos gouvernants.

15.000, ce n'est rien, à une condition: que les lignes hiérarchiques qui aujourd'hui structurent la répression, et permettent à quelques dizaines d'hommes en armes de tenir en joug l'équivalent d'une sous-préfecture du fait de la croyance généralisée non tant en leur force, leur omniprésence, qu'en la capacité du régime à se rétablir (et donc qu'à ce que toute attaque à son égard finisse par produire des conséquences irréversibles et telles en leur ampleur que la désolidarisation, la passivité ou le sabotage en deviennent inconcevables en dehors d'une perspective purement sacrificielle) - que ces lignes hiérarchiques donc, se défassent. C'est là où entre en compte la question de la temporalité: l'enjeu n'est pas tant de faire des percées que de rompre de façon définitive les croyances qui nous tiennent asservis. La crainte de la peine, et donc l'autorité palatiale de la justice, est au fondement de la tenue de l'Etat, et détermine notre *courage*. Le droit pénal offre à nos dominants la maîtrise des horloges. Différent du temps politique, il garantit, *sur le long-terme*, une répression qui, faute de renversement de l'autorité le fécondant, échappera aux ébranlements. Il nous exige paradoxalement, et nous force à nous montrer conséquents. L'évident que l'Etat s'inflige en détruisant ses propres instruments d'édiction normative devrait nous rassurer: son effondrement s'engendre de lui-même et semble proche. N'oublions cependant pas qu'il lui a suffi, pour tenir, ces dernières années, malgré la déplétion extraordinaire de ses moyens et l'accroissement du sentiment d'injustice qu'il engendrait, de raccourcir la laisse en procédant à un resserrement de son contrôle sur quelques forces de l'ordre et juridictions répressives d'exception, concentrées en des lieux proches du pouvoir et s'abreuvant directement à sa source, palliant ainsi à ses croissantes insuffisances. C'est d'ailleurs pourquoi les procédures judiciaires de nature politique, y compris celles ayant trait au terrorisme (dont le développement, idéologie mise à part, n'est qu'un symptôme de la dégradation de l'autorité et de la capacité d'emprise de l'Etat sur sa société) ont été renforcées et dans le même temps définitivement centralisées à Paris. Le paradoxe n'est qu'apparent, entre un pouvoir retranché et une capacité de déploiement demeurée intacte, la capitale n'hésitant pas à dépêcher, par tout moyen, y compris aérien, des forces de l'ordre spécialisées et surarmées, et ce jusqu'au fin fond de nos terres, pour faire arrêter et rapatrier quiconque l'aurait défié, et ainsi, par l'arbitraire et la terreur, perdurer.

⁵ De Bièvres, coordonné et relié à la BRI par le FIPN, le RAID règne sur la zone francilienne ; tandis que le GIGN, depuis la Caserne Pasquier de Satory, doté de connaissances de protection *via* sa section FSP, qui intègre les personnels de service de protection des personnalités en région, le GSPR, mais aussi de ses forces d'intervention. Celles-ci permettent la mobilisation, à tout instant, d'une cinquantaine d'hommes, quasiment, sans délai, et complète les effectifs moins spécialisés, répartis dans quatorze antennes régionales, composées d'une trentaine d'effectifs chacune bien moins formées, dont une quinzaine chargé de la protection de personnalités. Parmi ces antennes, sept sont disséminés dans l'hexagone, en des lieux facilement identifiables. Le nombre d'effectifs, très faible, ne permettrait pas une mobilisation sur plusieurs lieux du territoire, d'autant que le GSPR lui-même, avec seulement 78 effectifs, dont 39 membres du GIGN, dispose de moyens par trop limités.

Cela nous rappelle que la désarticulation des autorités territoriales ne saurait suffire, et devra s'accompagner, en un ultime mouvement, d'un effondrement de ces lignes de front parallèles et contre-insurrectionnelles, pensées comme telles, qui pourraient être mobilisées en dernier ressort, en s'attaquant directement et par ordre de priorité aux *forts* qui, du 36 rue du Bastion aux sous-sols de la DGSI en passant par les juridictions d'instruction spécialisées et les forces militaires d'usage intérieur, enserrant en leurs mailles un peuple prône à la révolution.

*

Une fois à l'intérieur d'un bâtiment administratif, et sachant le temps compté, deux options s'offriront à vous: dans l'hypothèse où la chute de la préfecture, fruit d'un concours de circonstances, ne saurait présager l'institution d'un pouvoir en son sein, faute de contamination possible dans l'immédiat, il faudra évidemment procéder à un pillage méthodique de tout élément pouvant servir le commun et les mouvements sociaux par leur dissémination immédiate. Cela concerne en particulier tout ce qui a trait à l'appareil de répression et de surveillance des populations.

Ce premier temps sera suivi d'un second qui, en des délais très resserrés et anticipant une évacuation rapide, consistera, soit en un saccage - dans le cas où la situation insurrectionnelle serait avancée, la violence de la répression majeure, et seule la fulgurance envisageable - soit à une poétisation politique, au sens le plus fort, consistant à faire du lieu occupé un lieu nouveau, chargé de fonder, de façon plus ou moins éphémère, une politicalité. Il faudra alors, dans la mesure du possible, mobiliser les instruments à disposition (tant de communication que de production de contenus), pour faire de ce nouveau territoire une source d'édiction normative. La promulgation de textes et de communications de tout ordre préparés en amont, singeant ou détournant la prose gouvernementale, présageant, avec force, férocité, autorité ou distance, de nouveaux mondes, énonçant les intentions et publicisant les objectifs finaux, actualisant des mécanismes de décision et dessinant une société qui jusque là apparaissait idéalisée, est cardinale. Cette façon exige un grand sérieux, avec une préparation conséquente, incluant une prédistribution de rôles, l'adoption d'orientations préalables, la préparation de circulaires, notes, documents administratifs, etc qui permettront de débloquent des situations individuelles, de semer la confusion chez nos adversaires et, comme nous l'affirmions, d'engager l'engendrement d'une autorité parallèle, en produisant des émissions tant immédiates que différées à l'égard de Paris, des administrations et des forces de l'ordre, que des collectivités territoriales et des populations.

Dans l'hypothèse d'un ébranlement plus conséquent, il s'agira évidemment et avant tout de transformer le lieu en un centre opérationnel et décisionnel, capable de donner instructions, de centraliser des informations, d'édicter des sentences immédiatement exécutoires et applicatives au nom, cette fois du nouvel ordre ainsi fécondé, enfin, de se protéger. La seule façon de rendre tangible *dans l'immédiat* un pouvoir est d'appliquer une contrainte sur les corps, ce qui explique bien des choses, notamment chez nos dictateurs en herbe et les pouvoirs sans pensée qui régulièrement surgissent.

Il faudra donc y procéder en s'assurant de deux choses: la réversibilité des dites décisions - puisque l'hystérie et l'agitation révolutionnaire enfantent *par nécessité* des erreurs ; la capacité immédiate à les faire exécuter; et une distance vis-à-vis de nos intérêts immédiats, la première construction d'un pouvoir ne pouvant être féconde que si elle a vocation à terrasser les piliers d'une oppression passée, et non en enfanter de nouvelles. La coordination immédiate avec nos nouveaux vis-à-vis sera par ailleurs essentielle, fondée sur la constitution et l'acceptation de normes communes permettant à la fois une hiérarchisation des processus de décision et la mise en oeuvre de mécanismes de contrôle évitant, ou à défaut réprimant, tout dérapage localisé, par la désignation de délégués et de commissaires révolutionnaires chargés d'une homogénéisation de la production normative (*Abattre l'ennemi*).

Alors le rapport de force sera *véritablement* établi avec le pouvoir, concurrencé en ses propres fondements. Il faut mesurer l'importance déterminante de cette affection symbolique: déloger une autorité, ainsi née, ne suffit pas à l'éteindre. La simple création de nouvelles lignes hiérarchiques concurrentes, dès lors que celles-ci auront commencé à produire des décisions en s'appropriant les canaux et moyens de production normatifs du pouvoir précédant, semant le trouble quant aux reconnaissances de légitimité, produira quant à elle une déstabilisation durable et une grande difficulté à réimposer sa force.

En de telles circonstances, l'enlèvement se produira naturellement par la jonction des commissaires ainsi nommés, préfecture après préfecture, territoire après territoire, choisis et identifiés par leur capacité à prendre des décisions plutôt que par des systèmes électifs interminables, aux désignations contrôlées par des assemblées et faisant reposer leur action sur la légitimité de mandats impératifs et révocatoires et à l'action supervisée par des processus de démocratie directe de type référendaire plutôt qu'assembléiste, avec une capacité propositionnelle permettant la remise en question à court délai, et en référé si nécessaire, de toute décision touchant aux corps. Il faudra laisser jouer le rapport de force et la capacité à diriger jusqu'à ce qu'une autorité légitime se substitue à la puissance révolutionnaire, une fois la situation stabilisée - c'est-à-dire en quelques jours à quelques semaines au plus tard, l'accoutumance au pouvoir devenant ensuite insupportable et la résistance à sa déprise improductive au processus de souverainisation populaire qui devra être enclenché. Tout potentat qui chercherait à s'ériger localement méritera d'être dégorgé s'il ne justifie de façons de protéger le peuple de ses excès. Cette instabilité et délégitimation de toute autorité qui se croirait investie définitivement sont essentielles à l'équilibre des structures qui en proviendront, le commissaire devant immédiatement pourvoir à la création d'un défenseur des peuples doté d'une puissance redoutable fondée sur des mécanismes de saisine directe par tout particulier qui pourrait se voir affecter par la situation révolutionnaire, tout conflit entre ces deux pôles devant être tranché, à court délai, par des assemblées constituées à toute échelle, et chargées, dans le cadre de scrutins virtuels, de les saisir et les dessaisir, tout en demeurant elles-mêmes contrôlées par les mécanismes déjà invoqués (RIC, mandats impératifs et révocatoires, tirages au sort, etc).

Le pouvoir corrompue - aussi inévitable est ce processus que celui qui préside à la vie. La factualité qui vient d'être présentée a peut être affaibli les volontés de certains d'entre vous, effrayés à l'idée qu'il faille en effet, non seulement faire tomber, mais faire jaillir, puis maintenir une forme d'exercice du dit pouvoir, et de ce qu'il faut nommer autorité: réjouissons-nous en. Car toute révolution exige un coup d'Etat et exclue par nécessité qui craindrait ce qui permettra de le générer.

*

Quelles seront les coordonnées de la situation, une fois le processus destituant engagé ? Un rapport de force qui, substitution du pouvoir ou non, l'engagera à céder. Une révolution interne permettra soit une émancipation localisée - dans le cas où l'Etat, si affaibli, ne serait en mesure de reprendre *son* territoire ; soit nationale⁶. Une condition, en toutes circonstances permettre à travers ces actes une émancipation, et non ouvrir la porte à un quelconque effet de prédation, *a fortiori* de dévastation.

Une fois arrivé au pouvoir, on le sait et l'avons détaillé dans *Abattre l'ennemi*, il faudra ainsi imposer une verticale autoritaire à l'égard des classes dominantes, qui seule sera en mesure de laisser libérer le reste de la société. Cette dualité est cardinale, et interdit l'usage de moyens de répression politiques à l'égard de citoyens. Nous vous renvoyons aux mesures qui y ont été annoncées et préparées, et qui impliquent et exigent de frapper fort et rapidement pour faire adopter le socle de revendications minimales unanimement espérées, en dehors du bloc bourgeois, et qui permettront de rétablir un semblant de souveraineté, de démocratie et de liberté au profit des français.

Ces mesures sont connues, évidentes, gagneront à être complétées et perfectionnées. Elles sont surtout, liées. Il est impossible d'imposer une véritable resouverainisation populaire via l'adoption du RIC et de mandats révocatoires et impératifs sans redistribution démocratique du capital des entreprises de presse et des médias à l'ensemble des français, qui mette fin aux jeux oligarchiques orientant l'opinion, et donc, le vote, des électeurs ; de mettre en oeuvre la réorientation de l'appareil judiciaire (en investissant par exemple lourdement dans la création de tribunaux forains chargés de juger à court terme les litiges civils, notamment les affaires familiales) et policier au service de la population (en le recentrant sur lutte contre la corruption, le blanchiment, la fraude fiscale et les flux financiers provenant de toute sorte de trafic, ou encore le renforcement massif des moyens alloués à la protection de l'enfance et la répression des délits en col blanc) sans l'éviction des magistrats en place au profit de juges et procureurs élus par le peuple après filtre sur critère

⁶ Il reste qu'en un cas où en l'autre, les servitudes à l'égard du reste du monde, de fait de la lourde division du travail et du commerce à l'échelle internationale, resteront entières, ce qui nous renvoie à notre réflexion sur la souveraineté *infra*.

de compétence ; la renationalisation des marchés naturellement monopolistiques et de nature collective (électricité, autoroutes, télécoms...) et la recréation d'un véritable service public du soin et de l'éducation sans une baisse de la pression impositive et taxative via une réduction des « grandes exemptions » au service des plus puissants, sans une rupture radicale avec la politique monétaire actuellement mise en oeuvre sans contrôle démocratique, qui permettra une coupure progressive avec les rentes spéculatives et de mettre en oeuvre des investissements d'urgence visant à garantir la souveraineté alimentaire, sanitaire, énergétique et industrielle du pays. Il est également impossible de freiner la mise à mal du pillage qui touche notre pays *via* notamment l'interdiction d'opérateurs économiques étrangers sur des secteurs de nature sociale et la création d'alternatives publiques et nationales (réseaux sociaux, VTC, restauration rapide...) sans procéder à l'éviction des réseaux d'influence étrangers (réduction massive des personnels de renseignement autorisés sur le territoire, destruction des dispositifs d'écoute de masse, fin des accords de partage de renseignement asymétriques...). Il en va de même en ce qui concerne la refondation d'un édifice symbolique et la réinauguration du lien social par la réorganisation structurelle de la société, afin de la préparer notamment à la transition énergétique (l'abolition des PPP et plus généralement de tous les dispositifs de corruption locaux ayant amené notamment à la dévitalisation des centre-villes et la création de ZAC, la lutte contre la spéculation rentière, notamment concentrée sur l'immobilier...) qui passera notamment par l'avènement de nouvelles formes de production (dont la première strate, aujourd'hui chloroformée et décadente, est intellectuelle, et exige une refonte du supérieur, périliculant, et du soutien à la création), tout cela exigeant de frapper préventivement ceux qui en tirent profit au quotidien.

Les actions d'exception devront être aussi visibles et assumées que sciemment limitées, et se fonder sur la reconstitution d'un corps répressif sain, éloigné de tout intérêt particulier: l'instrumentalisation, au sens noble du terme, des appareils judiciaires et policiers sera ainsi assumée à ces fins, et devra faire l'objet de censures potentielles tant par la citoyenneté que par les institutions concurrentes, et notamment les défenseurs du peuple dont nous avons parlé. Il faudra systématiquement s'en expliquer et s'en justifier, loin des atroces manoeuvres qui tremblent dans l'ombre l'édifice de notre pays.

Comment s'assurer que, de tout cela, nous ne tirions, comme jadis les colonies du Royaume-Uni, libérées de la tutelle politique mais enserrées en leurs liens économiques, qu'une pure souveraineté de façade, et que nous ne nous trouvions, immédiatement, à l'échelle internationale, en position de minorité ?

A cela, et au-delà des mesures pratiques énoncées, deux réponses. Tout d'abord, l'enjeu n'est pas, à terme immédiat, de remettre en cause l'ensemble du fonctionnement économique et politique de la planète. Il s'agit, pour commencer de mettre fin au pillage de nos terres, d'enfin retrouver les conditions d'une vie commune à travers la refondation de notre Etat et de ses services publics, de façon à nous offrir la possibilité, à la veille de bouleversements économiques, industriels, environnementaux et migratoires majeurs, de nous protéger des cataclysmes annoncés.

En cela, nous ne chercherons qu'à *récupérer notre dû*, en un premier temps, et à faire évoluer nos pratiques afin de cesser l'exploitation de nos richesses par des tiers, et d'à notre tour nous sevrer de celles que nous tirons de nos plus fragiles étrangers, dont nous extrayons actuellement grand part de notre confort. Ce réajustement moral et éthique aura un coût, mais nous alliera aux puissances populaires de nombreux autres territoires, et servira de ferment à la fois que de socle à nos révoltes, qui naturellement s'exporteront et nous offriront d'importants alliés. Fixant la primauté du politique sur l'économique, nous serons sans idéal, car l'idéal est le propre des bonimenteurs. Nous croirons en nous, en notre assise et en nos corps, en nos terres et en nos pensées. Les protéger et les enfanter, les faire naître en dehors de toute prédation et exploitation, sera notre seul objet.

Si de là naît un universel, qu'il porte le nom de notre peuple, qu'il s'alimente de notre langue, de nos paroles, de nos desseins et de nos oeuvres, nous serons fiers. Mais cela se fera naturellement, comme résultat d'une société qui aura eu avant tout pour objectif de pourvoir aux besoins de chacun, de retrouver sa fierté et sa dignité, et qui se refusera à laisser ouverte toute plaie, toute vulnérabilité qui pourrait par l'autre se voir exploitée.

Nous aurons pour seul but de ne devenir les esclaves de personne, et de cesser d'en piller.

La souveraineté est condition de notre liberté. Que vous ne le ressentiez pas au quotidien, car votre asservissement est encore doux et relativement financé, n'y change rien. Pensez en lieu et place de ceux qui, pour vous souffrent, et au quotidien se voient exploités.